

MIGRANT.E.S ET RÉFUGIÉ.E.S À CHYPRE

08/06/2021 – 21/06/2021

- 5 Rapporteurs spéciaux de l'ONU [expriment](#) leur inquiétude concernant les ONG à Chypre et le désenregistrement de KISA.

27/05/2021 – 7/06/2021

- Le 3 juin 2021, six ONG (ALEF, Access Centre for Human Rights, KISA, le Centre libanais pour les droits de l'homme et EuroMed Droits) ont publié une [déclaration commune](#) dénonçant le fait qu'au moins cinq Syrien.ne.s qui avaient été refoulé.e.s de Chypre vers le Liban le 16 mai 2021 avaient été expulsé.e.s du Liban vers la Syrie le 1er juin 2021 et que d'autres étaient toujours en détention et risquaient d'être expulsé.e.s.
- Le 3 juin 2021, le directeur général de la Sûreté générale libanaise, Abbas Ibrahim, a [rencontré](#) le ministre chypriote de l'Intérieur, Nikos Nouris, et le chef de la police, Stelios Papatheodorou, sur la question de « l'immigration illégale à Chypre et la manière de traiter ce phénomène de la meilleure et de la plus efficace façon possible ».
- 34 hommes, 20 femmes et 48 enfants à bord d'un bateau ont [attendu](#) pendant cinq jours au large des côtes chypriotes avant d'être autorisés à débarquer. Le 21 mai 2021, Chypre avait notifié à la Commission européenne son « [état d'urgence](#) » concernant le contrôle des migrations et le fait qu'« il n'y a[vait] plus de capacité d'accueil pour des migrant.e.s supplémentaires ».

10/05/2021 – 26/05/2021

- Le 16 mai 2021, un [bateau](#) avec 56 migrant.e.s à bord, 39 hommes, sept femmes et dix enfants, aurait été repéré à environ 16 miles nautiques au sud du Cap Greco, à Chypre. Les autorités chypriotes ont vérifié les documents des personnes à bord, avant de leur **refuser l'entrée sur le territoire chypriote** et de les **renvoyer** vers le Liban.

30/03/2021 – 12/04/2021

- Le département d'État américain a [publié](#) son rapport national 2020 sur les pratiques en matière de droits humains à Chypre, soulignant les récentes pratiques de refoulements.

10/03/2021 – 29/03/2021

- Le 18 mars 2021, la Commissaire aux droits humains du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatović, a [exhorté](#) les autorités chypriotes à « enquêter sur les allégations de refoulement et de mauvais traitement des migrant.e.s, à améliorer les conditions d'accueil et créer un environnement favorable aux ONG ».
- Le gouvernement chypriote a commencé à [ériger](#) une barrière de 11 km de longueur pour empêcher les migrant.e.s de passer de la partie nord de l'île à la partie sud.

22/02/2021 – 09/03/2021

- Le 19 février 2021, dans une déclaration officielle, Chypre a [demandé](#) une aide internationale pour faire face à ce qu'elle a baptisé la « **crise de la migration** ».

08/02/2021 – 22/02/2021

- Le 19 février 2021, 37 organisations [dénoncent le harcèlement permanent contre KISA](#) et appellent les autorités chypriotes à rétablir son enregistrement officiel en tant qu'organisation non gouvernementale (ONG).
- Dans un communiqué conjoint, les ministères chypriotes des Affaires étrangères et de l'Intérieur accusent la Turquie de créer une nouvelle **route migratoire** « qui surcharge de manière disproportionnée Chypre et met une pression énorme sur le système d'asile national ». Les ministres demandent que le sujet soit abordé lors de la téléconférence du 15 mars 2021 des ministres européens des Affaires étrangères et de l'Intérieur.

26/01/2021 – 08/02/2021

- Lire la [soumission](#) d'EuroMed Right au rapport du rapporteur spécial sur les pratiques de refoulement et leur impact sur les droits humains des migrants (en anglais)
- Les demandeurs.se.s d'asile détenu.e.s dans le camp de Pournara [protestent](#) contre les conditions de détention inhumaines et les retards dans la procédure de demande d'asile.

12/01/2021 – 25/01/2021

- Les demandeur.se.s d'asile détenus dans le **centre « d'accueil » de Pournara** [protestent](#) pour leur liberté et pour dénoncer les conditions de détention inhumaines dans lesquelles ils vivent.

- Le **ministre chypriote de l'intérieur** a publié un [décret](#) interdisant aux réfugié.e.s syriens nouvellement arrivés à Chypre de s'installer dans le village côtier de Chlorakas, les accusant de causer des problèmes démographiques et de criminalité et de « créer des ghettos ».

21/12 2020 – 12/01 2021

- Le 8 janvier 2021, un refoulement d'environ 25 personnes à bord d'un bateau a été [signalé](#) de Chypre vers la Turquie.
- Un [rapport produit](#) par la médiatrice, Maria Stylianou-Lottides, avec l'Université de Chypre de l'UCLan, a révélé les conditions extrêmement préoccupantes des travailleurs.ses domestiques migrant.e.s à Chypre. Parmi les conclusions alarmantes : les travailleurs.ses domestiques travaillent 40 % d'heures de plus que ce que prévoit leur contrat de travail ; et « environ 75 % d'entre eux.elles ont déclaré qu'ils.elles ne dénonceraient pas leur employeur à la police s'ils.elles étaient victimes de violences physiques ».

21/12 2020

- KISA, membre d'EuroMed Droits, [dénonce](#) les actes continus de répression du gouvernement chypriote et de son ministre de l'intérieur, qui « a procédé le 14.12.2020 au retrait de KISA du registre des associations et a déclaré les actions de KISA comme illégales » dans une violente tentative de criminalisation et de diffamation.

28/09/2020 – 09/10 2020

- **Chypre et le Liban** sont en train de conclure un [accord](#) qui permettra de « refuser rapidement les bateaux dont il est prouvé qu'ils ont quitté le Liban et de les renvoyer là d'où ils sont partis », légitimant ainsi les refoulements et les expulsions collectives en violation du principe de non-refoulement et des conventions européennes et internationales. Un soutien accru de Frontex est également prévu. Les migrants rapportent des cas de violence, de menaces et de coups de la part des « officiers de police maritime chypriotes grecs ». [Human Right Watch](#) a publié un rapport sur les refoulements de Chypre vers le Liban.